

<https://www.pressegauche.org/Negociations-du-secteur-public-Une-offre-gouvernementale-qui-constitue-d-e-la>



Négociations du secteur public

- Une offre gouvernementale qui constitue de la poudre aux yeux (CSQ)



- Communiqués -
Date de mise en ligne : mercredi 3 juin 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 3 juin 2020 - Après que le président du Conseil du trésor, Christian Dubé, ait dévoilé la semaine dernière le contenu de son offre patronale aux 550 000 travailleuses et travailleurs du secteur public, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) a procédé à une analyse des faits amenés par le gouvernement et constate que plusieurs d'entre eux sont erronés ou incomplets.

En analysant les différentes affirmations diffusées par le président du Conseil du trésor sur sa page [Twitter le 26 mai dernier](#), la CSQ constate que l'offre gouvernementale rendue publique ne constitue rien de moins que de la poudre aux yeux. Parmi les fausses informations notamment véhiculées, le gouvernement laisse croire à plusieurs reprises à des hausses de rémunération pour tout le personnel en éducation et en santé alors que, dans les faits, elles ne s'appliqueraient qu'à des cercles très restreints, voire même à des minorités de personnes. Pire encore, la Centrale note que l'introduction de montants forfaitaires et non récurrents contribue en finalité à faire reculer les conditions salariales globales en n'étant pas pris en compte dans le calcul de la retraite et des avantages sociaux. « En n'octroyant aucun montant significatif pour améliorer les conditions de travail dans les différents secteurs d'emploi en éducation, en santé et en enseignement supérieur, le gouvernement de la CAQ échoue à déposer une offre acceptable pour une majorité de travailleuses et de travailleurs », explique Sonia Ethier, présidente de la CSQ.

À ses yeux, l'offre du gouvernement s'avère non seulement déconnectée des faits, mais aussi des enjeux réels qui se vivent sur le terrain. Elle insiste donc sur l'urgence, pour le gouvernement, d'investir en éducation, en santé et en enseignement supérieur pour augmenter les ressources disponibles, mais également pour préparer l'après-crise et permettre une relance de l'économie : « En essayant de faire croire à tout le monde que son offre patronale est acceptable et qu'elle pourrait même être l'objet d'une entente de principe, le jupon de l'austérité dépasse. Pendant que ça craque de partout dans les écoles, les cégeps et les établissements de santé, le gouvernement tente encore de s'en sortir avec une entente à rabais et néglige encore une fois de régler les problèmes de fond qui perdurent. Le manque de ressources et le sous-investissement causent de la détresse et un roulement plus qu'inacceptables depuis plusieurs années chez le personnel. Il est temps que ça change ! », explique la présidente de la Centrale.

Une offre annotée pour illustrer l'inacceptable

Dans l'objectif de rectifier les informations publiques diffusées par le président du Conseil du trésor, la CSQ diffuse une offre gouvernementale annotée permettant au personnel en éducation, en santé et en enseignement supérieur de saisir pleinement le caractère inacceptable de l'offre patronale. « Une simple comparaison des propos véhiculés par le président du Conseil du trésor avec le contenu réel des offres aux tables de négociation nous a permis de réaliser que les documents diffusés et les déclarations publiques sont de véritables leurres visant à perpétuer l'impression que les syndicats sont trop gourmands. En un coup d'oeil, il est maintenant possible de prendre la pleine mesure des inexactitudes contenues dans la proposition du Conseil du trésor », mentionne Sonia Ethier.

La CSQ conclut en indiquant au gouvernement qu'elle a offert, le 6 mai dernier, une contre-proposition respectueuse du cadre de négociation, qui est toujours sans réponse.